

# Centres-villes : "Arrêtons le massacre !"

Une association d'élus réclame un plan Marshall des villes moyennes en voie de désertification. Son objectif : éviter de finir comme Détroit.

**PAR CLÉMENT PÉTREAULT**

Modifié le 08/09/2017 à 06:54 - Publié le 08/09/2017 à 06:29 | Le Point.fr



La dévitalisation des centres-villes progresse partout dans les villes moyennes. Image d'illustration. © Katell Morin / MAXPPP / PHOTOPQR/OUEST FRANCE/ Katell Morin

La plupart des maires y sont confrontés, mais rares sont ceux qui évoquent publiquement le problème : la dévitalisation des centres-villes progresse partout dans les villes moyennes. Cette France des rideaux de fer baissés et des vitrines abandonnées inquiète les élus locaux qui tirent la sonnette d'alarme. « C'est un peu brutal de le dire ainsi, mais beaucoup trop de villes moyennes ressemblent à des mouroirs après 19 heures », déplore Patrick Vignal, député de l'Hérault (LREM) et président de l'association Centre-Ville en mouvement, qui réclame que le sujet soit labellisé grande cause nationale 2018. Il cite des villes de sa région comme Lunel, Perpignan, Agde ou Béziers, « sinistres en matière de centre-ville ». Le Montpelliérain s'inquiète de l'accélération du phénomène et prévient : « Arrêtons le massacre des centres-villes, ou nous finirons comme à Détroit ! »

L'association qui rassemble élus et parlementaires a adressé ce jeudi au président Macron une proposition de « plan Marshall des centres-villes ». Les signataires réclament un moratoire d'un an sur les extensions des zones commerciales hors des centres-villes. « En 2016, les extensions des zones commerciales ont flambé de

22 % ! Ça n'est plus tenable », s'alarme le député, qui pointe une France à deux vitesses, avec un net décrochage des villes de moins de 50 000 habitants.

### Allègement des contraintes

Dans les villes en souffrance, « les centres se dévitalisent et ne sont plus habités que par des personnes âgées et/ou paupérisées », explique le député, pour qui réparer les centres-villes doit répondre à un projet de société. « L'attractivité des centres est le problème des commerçants, des artisans, des bailleurs sociaux, des administrations... » énumère-t-il. En la matière, l'État est loin de se montrer exemplaire : on ne compte plus les commissariats, hôpitaux et autres services publics exfiltrés en zones périphériques et délaissant les centres historiques, jugés souvent trop onéreux et peu pratiques. « Il faut travailler avec des architectes, des urbanistes, des sociologues pour recoudre la ville », conclut Patrick Vignal.

Parmi les mesures réclamées par l'association Centre-Ville en mouvement, on trouve une demande d'allègement des contraintes d'urbanisme, une fiscalité ciblée et la possibilité pour les exécutifs locaux de contrôler le développement du commerce, « car, à moins de préempter tous les rez-de-chaussée, les maires n'ont pas leur mot à dire sur la nature des commerces qui s'installent dans les villes », détaille Arnaud Robinet, maire de Reims (LR), membre de l'association. La seconde vague du baromètre CSA des centres-villes présenté jeudi laisse entrevoir quelques espoirs. À commencer par les 18-24 ans qui sont 69 % à se déclarer attachés au concept de centre-ville : c'est plus que leurs aînés. En revanche, le regard que portent les Français sur leur cadre de vie est sévère : 32 % considèrent leur centre-ville comme dynamique, contre 44 % l'année dernière. La morosité gagne du terrain !

***[http://www.lepoint.fr/politique/centres-villes-arretons-le-massacre-08-09-2017-2155320\\_20.php#section-commentaires](http://www.lepoint.fr/politique/centres-villes-arretons-le-massacre-08-09-2017-2155320_20.php#section-commentaires)***